

## RENCONTRE ADCIORA ET REGION SUR LE DECROCHAGE

L'ADCIORA créée en 2004 a entre autres objectifs de faire reconnaître et promouvoir les Centres d'Information et d'Orientation et autres services d'orientation (ONISEP, SAIO) du Ministère de l'Education Nationale auprès des différents partenaires et collectivités territoriales.

2007/2008		AC. LYON	AC. GRENOBLE	TOTAL (région)
Entretiens conseils	Au CIO	28 293	36 980	➤ 65 273 33% au CIO
	Hors CIO	59 155	70 999	➤ 1301 54 67% en établissement
	total	87 448	107 979	195 427
bénéficiaires	total	64 473	95 363	159 836

L'objectif de cette rencontre n'est pas de contester l'action politique de la Région en matière de lutte contre le décrochage mais de présenter l'action des CIO dans ce domaine et de mieux préciser le positionnement de nos services à l'égard des partenariats engagés dans cette action : positionnement à l'égard

- Des établissements
- Des partenaires et notamment du réseau des Missions locales
- De la Région et dans les territoires CTEF

Le conseil régional a adopté en janvier 2008 un « **plan régional de lutte contre le décrochage scolaire et les sorties sans qualification** » dont nous ne pouvons que nous réjouir tant nos services sont attachés à œuvrer en faveur des publics les plus en difficulté ou les plus fragiles. Une convention de partenariat pour la mise en œuvre de ce plan a été signée en mars 2008 entre la Région, la DRAF, le réseau des missions locales et les deux académies de Lyon et Grenoble dont, en tant que personnel d'orientation, nous sommes pleinement partie intégrante de par nos missions et notre professionnalisme.

Notre contribution en matière de prévention du décrochage scolaire, d'accompagnement des élèves en situation de décrochage et de recherche de solutions adaptées pour les mener à la qualification, bien qu'elle ne soit pas explicite dans les deux textes cités n'en est pas moins réelle et utile. Nous pensons que nos interventions sont déjà efficaces si l'on considère que, sans notre action coordonnée avec les équipes éducatives, les décrocheurs seraient assurément plus nombreux.

Les actions que nous menons déjà dans les établissements (notamment en LP) et en CIO avec les moyens qui sont les nôtres, sont nombreuses, diversifiées et loin d'être négligeables. Celles-ci s'articulent dans un programme annuel d'activités au centre et dans les établissements.

Nous pourrions le développer ensuite mais on peut d'ores et déjà citer quelques chiffres:

2007/2008	AC. LYON	AC. GRENOBLE	TOTAL (région)
Entretiens LP	7 776, dont 49% en CIO	8 333	16 109
Jeunes NS – de 26 ans	4 921 100% au CIO	6 254	11 175
Entretiens MGI	1 393	1 273	2 666
Entretiens pôles relais		415	

Certes ces actions ne suffisent à elles seules à endiguer le phénomène du décrochage tant celui-ci est complexe, les causes multiples et les contextes individuels : problèmes d'orientation, échec scolaire, problèmes familiaux, comportement, image de soi négative, problèmes psychologiques..., le tout pouvant conduire à l'absentéisme et au décrochage.

Tout cela transparaît dans votre intervention à la réunion du 12 janvier dernier au travers des projets déposés par les établissements dont il est à noter que bon nombre ont été initiés ou élaborés en collaboration avec les directeurs de CIO. Ces actions sont de plusieurs types :

- Liées au pédagogique
- Ayant trait à l'orientation :EAO, aide à élaboration du projet
- De type psychologique
- Activités de détour (pour développer la confiance en soi : danse théâtre, sport...)
- Les actions liées au repérage

En ce qui concerne l'orientation et le psychologique (compréhension, analyse et orientation vers des structures adaptées), ces deux aspects constituent le cœur de notre métier et l'expertise sur laquelle nous nous appuyons pour aider les équipes pédagogiques.

En matière de repérage, le COP, de par sa place dans l'établissement, en liaison avec le chef d'établissement, les CPE, les PP, l'infirmière ou encore l'assistante sociale, de manière formelle (comité de veille éducative, conseil de classe...) ou de manière informelle, joue un rôle certain dans l'amont du décrochage même si la vie scolaire en est le premier maillon.

Vous le voyez les liens et la culture qui unissent les CIO aux établissements scolaires publics sont forts et riches et tiennent à la fois à l'ancrage du COP au sein des établissements qu'au champ de compétences de nos services.

Il nous semble que ce n'est pas sur ce terrain que je viens de décrire que le travail des missions locales doit se faire. Or, un certain nombre de missions locales, au lendemain de la publication de cette convention, se sont précipitées pour nous demander la liste des établissements pour y intervenir. Le problème n'est pas l'intervention dans les établissements mais pour faire quoi, sur quel champ de compétences, et avec quelles complémentarité avec les CIO et les COP.

François Bonneau, président du conseil régional du Centre à l'occasion du congrès de l'A.R.F. (décembre 2008) soulignait, à propos de l'orientation tout au long de la vie, la difficulté à concilier la « logique de moyens venant de l'Etat et la logique de projets venant de la région et de ses partenaires...la question qui reste posée est celle de l'articulation entre les services de l'éducation nationale et le reste... ». nous pensons que ce n'est pas en

ajoutant de la confusion sur les champs de compétences des uns et des autres que l'on gagnera en lisibilité et en efficacité.

Vous dites en parlant des projets en partenariat avec les M.L. que l'on est « assez souvent dans le déclaratif et l'intention » et que si « les missions locales travaillent depuis longtemps avec les CIO, leurs relations avec les établissements scolaires sont à construire. » ; pour faire quoi ? sur quel champ de compétences ? avec quelles complémentarités et quelles articulations ?

Entre autres missions, le champ de compétences des M.L. s'exprime dans la prescription dans le cadre des A.O.F. et de l'accès à la qualification dans l'offre de F.C. en s'appuyant sur un réseau d'entreprises locales. C'est cette complémentarité avec l'action des C.I.O., de la MGI et des lycées de la seconde chance qu'il faut renforcer et enrichir afin d'accroître les possibilités d'accès à un parcours de qualification, d'aménager des transitions dans les parcours, de favoriser les retours en formation,. Intégrer les jeunes, lorsque le retour en lycée ou les dispositifs MGI ne sont pas possibles, peu appropriés ou inefficaces, dans ces dispositifs (stage de re-mobilisation sur un projet, bilan jeunes, stage en entreprises, aide à la recherche d'un employeur en vue d'un contrat en alternance, positionnement sur des actions de pré-qualification ou de qualification...) ou d'autres dans le domaine de la santé ou du social, voilà le cœur du métier des conseillers d'insertion sur lequel s'appuient déjà les CIO mais qu'il convient de renforcer dans le travail de partenariat entre les deux structures. Par ailleurs, parce que certains jeunes font directement appel aux services des M.L. sans passer par les CIO, l'échange d'informations sous forme de « fiches navette » par exemple (parfois déjà mis en œuvre), permettrait de mieux instituer le repérage des « décrochés ».

Pour développer ce partenariat entre nos deux structures, on pourrait mieux clarifier le rôle des CIO et des missions locales sous la forme d'une charte ou d'un cadrage ou inviter les M.L. à associer les directeurs de CIO pour l'élaboration de leur contrat d'objectifs en ce qui concerne le décrochage.

Pour ce qui est de notre positionnement à l'égard de la Région et dans les territoires CTEF, nous savons bien l'importance du diagnostic, de l'analyse des parcours et des besoins dans la « mission d'observation du décrochage scolaire et des sorties sans qualification » au niveau des ZTEF pour laquelle nous souhaitons être pleinement associés compte tenu de notre rôle d'observation du bassin de formation. Nous pensons que sur les territoires les directeurs de CIO doivent être intégrés à la mission d'observation sur le décrochage notamment pour leurs connaissances et leurs contributions dans les établissements publics et dans la MGI sur ce thème. Ainsi la coordination renforcée des autorités académiques et des missions locales permettant de trouver des solutions adaptées et personnalisées pour chaque jeune en terme, soit de raccrochage scolaire, soit d'insertion sociale et professionnelle aura ainsi son prolongement direct au niveau du territoire.

Voilà , madame, comment nous souhaitons voir explicitement associer notre contribution en matière de lutte contre le décrochage au sein de l'éducation nationale et dans le partenariat avec la région et les territoires en relation avec le réseau des missions locales. Cette contribution repose sur nos missions, nos compétences, notre implication effective sur le terrain et non sur une supposée concurrence avec d'autres institutions ni même sur une réactivité émotionnelle liée à quelque incertitude quant au devenir de nos services.

Je vous remercie de votre attention.

A développer dans le discussion :

- Entretiens approfondis avec les élèves en difficulté ou démotivés
- Explicitation des filières des parcours possibles et des débouchés
- Réorientation quand cela est possible en début d'année des élèves qui se sentent mal dans leur affectation
- Actions de re-motivation dans certaines classes en soutien des équipes éducatives (AMI)
- Participation des COP aux comités de veille éducatives pour le repérage et le suivi des élèves en cours de décrochage
- Accueil entretien positionnement et redéfinition du projet de formation pour les décrochés en amont de leur entrée dans les dispositifs MGI (pôle d'insertion et dispositifs relais en lycée) puis suivi et approfondissement du projet lorsqu'ils sont dans ces dispositifs